



Internat du lycée Delambre-Montaigne à Amiens : une situation sanitaire inacceptable



Jeudi 05 mars 2026, les assistant-es d'éducation du lycée Delambre-Montaigne assurant la mission de surveillance de nuit à l'internat se sont mis en grève. Effectivement, une fuite d'eau importante dans les sous-sols du lycée **Delambre-Montaigne à Amiens** a conduit l'exploitant du réseau à procéder à une **coupure totale de l'alimentation en eau potable et sanitaire de l'établissement**.

Cette situation a rendu impossible le fonctionnement normal de l'internat : absence d'eau pour les **douches, lavabos et sanitaires**, impossibilité d'utiliser les **WC**, impossibilité pour la **cuisine centrale de préparer les repas** et **d'assurer le nettoyage de la vaisselle**, et impossibilité également d'assurer dans des conditions normales l'entretien des locaux.

Face à ces conditions manifestement incompatibles avec un accueil digne des élèves internes et après avoir échangé avec la proviseure de l'établissement, les assistant-es d'éducation, qui ont estimé qu'aucune des mesures engagées par la direction ne permettait l'accueil des élèves, ont décidé collectivement de **se mettre en grève**, grève couverte par un préavis déposé par les organisations syndicales de l'éducation. Ils ont alors notifié leur décision à la direction de l'établissement.

La CGT Éduc'action 80 et Sud Éducation 80 apportent leur **soutien aux personnels confrontés à une situation où les conditions minimales d'hygiène et d'accueil ne sont plus garanties** et **saluent la décision de la direction de l'établissement de fermer l'internat** jusqu'au rétablissement des conditions sanitaires permettant l'accueil des élèves.

Cet épisode met une nouvelle fois en lumière **la dégradation préoccupante de l'état du bâti scolaire dans les lycées de la région Hauts-de-France**. Les personnels de l'Éducation nationale se retrouvent trop souvent à devoir gérer les conséquences de défaillances techniques ou sanitaires **dont ils ne sont pourtant pas responsables**. La gestion et l'entretien des lycées relèvent en effet de la **responsabilité de la Région Hauts-de-France**, présidée par **Xavier Bertrand**.

Pour la CGT Éduc'action 80 et Sud Éducation 80, la multiplication de ces incidents révèle les effets d'une **politique d'économies budgétaires et de sous-investissement dans les infrastructures scolaires**, qui dégrade progressivement les conditions d'étude des élèves et les conditions de travail des personnels. Elles alertent les familles, les parents d'élèves et les usagers du service public de **l'état déplorable dans lequel se trouve le bâti scolaire**. De nombreux incidents sont en effet régulièrement rapportés aux organisations syndicales : température insupportable dans les locaux en hiver ou en période de canicule, non-approvisionnement ou au contraire fuites d'eau, présence d'amiante, problèmes de moisissures ou présence de punaises de lit dans les internats... Alors qu'une saignée historique est pratiquée dans les budgets des établissements, la Région, le Département et l'Éducation nationale, menant à différentes échelles la même **politique austéritaire**, sacrifient les conditions d'étude et de vie de la jeunesse sur l'autel du profit.

Nos organisations syndicales **soutiennent les initiatives et luttes engagées par leurs collègues pour maintenir des conditions de travail et d'étude dignes**, et elles soutiendront les actions et les revendications à venir allant dans ce sens.

La La CGT Éduc'action 80 et Sud Éducation 80 exigent que **les investissements nécessaires soient engagés sans délai** afin de garantir aux élèves et aux personnels des établissements scolaires **des conditions sanitaires, matérielles et éducatives dignes du service public d'éducation**.